

Paris, le 13 mai 2026

LGBTIPHOBIES : UN 17 MAI PLUS QUE NÉCESSAIRE !

Cette année encore les actes LGBTIphobes sont toujours plus nombreux et les personnes subissent des agressions ou des discriminations (notamment au travail), pouvant aller jusqu'à la mort, véritables illustrations d'une violence systémique.

Un état des lieux plus qu'inquiétant

Les violences contre les personnes LGBTQIA+ sont en augmentation dans un contexte où l'extrême droite s'implante sur le territoire et sature l'espace médiatique et les réseaux sociaux. L'absence de réel contrôle et la prédominance des masculinistes et des suprémacistes blancs mettent les LGBTQIA+, les femmes, les personnes non blanches et handicapées en danger.

Selon l'enquête de SOS homophobie, les actes de violence sont encore bien trop nombreux : discours insultants (35% des signalements), rejet et ignorance (47%), harcèlement (16%) et agressions physiques (11%). Plus d'un homme gay sur deux est victime d'une agression dans sa vie, une personne trans sur quatre et une femme lesbienne sur dix. Au-delà des actes d'agressions, les expressions des lgbtiphobies systémiques sont toujours plus importantes : 8 % des sondé·es indiquent être discriminé·es au travail en raison de leur orientation sexuelle ou de leur genre et 12 % au sein de leur famille. 17 % des personnes LGBTQIA+ signalent un mal de vivre important. Pour rappel, les jeunes LGBTQIA+ ont deux à sept fois plus de risques d'effectuer une ou plusieurs tentatives de suicides.

L'apathie et du ministère face aux LGBTIphobies

Le Ministère ne fait pas de la lutte contre les LGBTIphobies contre les personnels et les élèves une priorité. Même si la publication des programmes d'Evars a donné une impulsion bienvenue, les trois séances obligatoires pour chaque élève tous les ans ne sont pas encore atteintes (bien qu'elles soient obligatoires depuis 2001). Les personnels alertent la hiérarchie sur le manque de formation et de moyens à ce sujet. Le collectif contre les LGBTIphobies en milieu scolaire dresse un constat amer qui va bien à l'encontre de la communication du ministre. D'après un sondage effectué par le collectif en mars 2026, seulement 35% des personnels disent avoir été formé·es à la mise en œuvre des programmes. Dans seulement 30% des établissements, des référents et référentes ont été désigné·es pour coordonner le travail des équipes. Enfin, 35% de personnels font part de dérives dans la mise en œuvre des programmes. C'est dans le privé sous contrat

qu'elles sont le plus criantes. Le dispositif peut être détourné : récupération religieuse, intervention d'associations portant une vision très éloignée des programmes d'Evans voire diffusant des stéréotypes de genre, un discours LGBTIphobe et anti-IVG. SUD éducation alerte à nouveau sur la nécessité de nationaliser les établissements privés et d'intégrer les personnels et les moyens à l'enseignement public. Après le scandale de Betharram, plusieurs établissements ont été signalés pour les violences sexistes et sexuelles infligées au sein de leur structure. Structure dans lesquelles les jeunes LGBTQIA+ sont extrêmement exposé·es.

Malgré les plans et les déclarations successives des ministères de la Fonction publique et de l'Éducation nationale, l'école demeure un milieu professionnel où perdurent de nombreuses violences à l'encontre des personnels LGBTQIA+. Nous n'oublions pas notre collègue Caroline Grandjean qui a mis fin à ses jours après une campagne lesbophobe que l'institution n'a pas su stopper. Ces violences s'illustrent tout d'abord par des propos et des comportements répétés des collègues et des hiérarchies qui ne font pas l'objet d'une prise en charge réelle et à la hauteur des enjeux : la victimisation secondaire, c'est-à-dire le déni ou la minimisation des violences lgbtiphobes, le refus de leur prise en charge par l'institution, ou encore le fait de colporter des stéréotypes pendant la gestion du dossier, constitue un angle mort dans l'Éducation nationale. C'est également l'administration qui peut être à l'origine de ces violences. Aujourd'hui, certaines personnes trans peinent encore à faire valoir leur changement de genre ou d'identité sur leur lieu de travail, dans les documents officiels ou administratifs. Ces comportements constituent des violences transphobes qui doivent être dénoncées. Le ministère doit reconnaître et faire appliquer les droits des personnels LGBTQIA+ ainsi que mettre en place une politique d'envergure efficace pour améliorer leur quotidien au travail.

L'importance de lutter pour les droits partout, tout le temps

Dans tous les pays où l'extrême droite a pris le pouvoir, les droits des personnes LGBTQIA+ ont reculé : interdiction faites aux personnes trans de changer d'état civil et exclusion de certaines structures de l'État par Trump, tentative de faire disparaître les LGBTQIA+ de l'espace public en Hongrie avant qu'Orban perde le pouvoir, croisade "anti-woke" de Milei en Argentine, attaque contre les familles homoparentales dans l'Italie de Meloni qui efface les parents non biologiques des actes de naissance...

Dans d'autres pays, les personnes LGBTQIA+ risquent l'emprisonnement, la torture ou la mort. SUD éducation se battra sans relâche pour le droit de ces personnes à vivre dignement leur orientation sexuelle ou leur genre. L'État français doit accueillir au plus vite les personnes en danger dans leur pays d'origine sans les faire passer par des embûches administratives.

C'est par la mobilisation de tou·tes les personnes LGBTQIA+ et de toutes les forces soucieuses d'émancipation et de progrès social que l'égalité entre tou·tes pourra être gagnée. La journée mondiale contre les lgbtiphobies du 17 mai doit être l'occasion de discuter, militer et de se mobiliser.